

Néanmoins, comme nous le disions déjà au 5ème Congrès et au début de ce rapport, il ne faut pas exclure la possibilité d'une désagrégation rapide de l'économie capitaliste française.

PEUT-IL Y AVOIR UN TOURNANT DE L'ORIENTATION
ECONOMIQUE ?

Nous avons déjà cité les déclarations de HARRIMAN contre les "entités anti-économiques" et la lutte actuelle des U.S.A. pour "une plus grande liberté".

Déjà, le plan MONNET a été remplacé officiellement par un "plan de 4 ans" qui découle de la "planification générale de l'Europe" établie par l'O.E.C.E. (mais sans publicité sur son contenu)

L'application de cette orientation signifierait faire de la France surtout un exportateur de produits alimentaires, de matières premières et peut-être de produits sidérurgiques. Ou plutôt jusqu'à mi-juin le plan prévoyait des exportations sidérurgiques, mais dès ce moment même ceci est remis en question.

Lors de la discussion des projets de budget au Conseil de la République (début avril 49), le rapporteur de la commission des finances PILLIERS protestait contre le remplacement de l'un par l'autre. Il disait en gros : le plan Monnet fixait un petit nombre d'objectifs en vue d'obtenir l'indépendance économique. Le plan de 4 ans (qui n'est pas encore connu) apparaît résolument orienté vers la production agricole et la production de matières premières industrielles nécessaires tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, la production des objets fabriqués devenant un objectif secondaire. Le Plan Monnet cherchait la modernisation et le développement des secteurs essentiels de production. Le plan de 4 ans recherche l'équilibre de la balance des comptes en développant au maximum l'exportation des matières premières.

Il est clair que l'application d'une telle orientation signifierait une transformation assez fondamentale, non seulement de la production, mais même de la structure de base de l'économie, nécessitant en particulier un transfert de main d'œuvre et amenant du chômage.

Mais est-il possible d'amener de telles modifications ? Il est clair que les U.S.A. ont des moyens de pression redoutables et en fait le gouvernement a en parole capitulé. Sur cette ligne, il accepte l'idée d'une union douanière franco-italienne, il a dévalué le franc de 5%, il fait des déclarations favorables. Pétain déclarait : "Il faut penser à conquérir les marchés extérieurs... L'équilibre de la balance des comptes doit devenir en effet l'impératif essentiel de notre politique. C'est dans la mise en oeuvre de cette politique d'expansion que le gouvernement entend accroître l'exportation de nos excédents agricoles. Nous avons exporté en janvier 1949 pour 4 milliards de denrées alimentaires, contre moins de 1 en janvier 1948... Nous devons poursuivre et amplifier cet effort. Nous le pouvons parce que l'exportation de denrées alimentaires sera l'apport nouveau et essentiel de la France dans l'Europe de demain" (10 Mars 1949).

Mais la réalité, malgré ces déclarations est assez différente. Pour deux raisons : parce qu'une grande partie des capitalistes français n'y refusent, cette orientation signifiant plus ou moins la ruine pour eux. L'attitude divisée des représentants patronaux au Conseil économique lors de la discussion sur l'union douanière franco-italienne est significative à ce sujet. Ensuite parce qu'il ne suffit pas de vouloir exporter des produits alimentaires, il faut surtout le pouvoir.